



U 2024/02

**ARRÊTÉ DE POLICE PORTANT
RÈGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

CHEMIN DE SAINT JEAN – CHEMIN DES CHAMPS D ESQUIS

Le Maire de L'UNION

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3
VU le code de la route, notamment les articles R 411-21-1, R 411-25, L 411-1, définissant les pouvoirs des Maires
VU le code de la voirie routière
VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-263 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8^{ème} partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992

CONSIDERANT que pour permettre les travaux d'assainissement - EP, création ou modification de branchement - Assainissement - EU, création ou modification de branchement création branchement EU + EP + RD AVENUE DES PYRENEES pas de travaux dans chemin St Jean et Chemin champs d'Esquis - dossier passé en cellule de veille le 22.12 avec occupation du trottoir par la société TADIELLO, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement selon les dispositions suivantes

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Afin de permettre les travaux d'assainissement - EP, création ou modification de branchement - Assainissement - EU, création ou modification de branchement création branchement EU + EP + RD AVENUE DES PYRENEES pas de travaux dans chemin St Jean et Chemin champs d'Esquis - dossier passé en cellule de veille le 22.12 avec occupation du trottoir par la société TADIELLO, l'accès à l'avenue des Pyrénées depuis le chemin de Saint Jean et depuis le chemin des Champs d'Esquis sera fermé à la circulation et le stationnement des véhicules sera interdit au droit du chantier, sauf riverains, du 29 janvier au 11 février 2024. Les travaux se dérouleront de 09h00 à 16h00.

ARTICLE 2 : Un itinéraire de déviation sera mis en place par la pétitionnaire.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire de chantier sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle de la commune, par l'entreprise ou la personne chargée des travaux.

ARTICLE 4 : Il conviendra d'appeler l'attention de l'entreprise s'occupant des travaux sur les éventuels dégâts qui pourraient être perpétrés par le passage des engins.

ARTICLE 5 : Le domaine public devra être remis en parfait état après les travaux.

ARTICLE 6 : Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

ARTICLE 7 : le présent arrêté fera l'objet d'un affichage selon les règles en vigueur.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
- Monsieur le Capitaine, commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie de L'UNION,
- au Chef de la Police Municipale,
- l'entreprise chargée des travaux,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délais de deux mois à compter de sa publication.

Cette saisine pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <http://telerecours.fr>

L'UNION le 8 janvier
Le Maire
Marc PÉRÉ



Pour le Maire et par délégation

L'Adjoint au Maire
Philippe BAUMLIN